



Sur les campus israéliens, lâ??Ã?tat dÃ?signe un nouvel ennemi intÃ?rieur

Description

Alors que les mÃ?canismes de contrÃ?le de lâ??occupation gagnent la sphÃ?re civile, les dissidents juifs se retrouvent dans le collimateur, sans que la libertÃ? acadÃ?mique ne leur offre aucune protection.

Par Yael Berda, le 21 novembre 2025



La??ancien dA©putA© Otzma Yehudit Almog Cohen et des militants de droite organisent une contre-manifestation tandis que des A©tudiants et militants palestiniens protestent contre lâ??opA©ration de lâ??armA©e israA©lienne A JA©nine, A lâ??universitA© de Tel Aviv, le 30 janvier 2023. (Tomer Neuberg/Flash90)

En IsraA©l, en 2025, les frontiA©res entre les sphA©res de pouvoir du rA©gime tendent A sâ??estomper. Les mA©canismes de domination sur les Palestiniens dans la Cisjordanie occupA©e et A Gaza A?? la loi martiale parallA©lement au droit civil, le pouvoir sans limite adossA© aux institutions officielles A?? se propagent A lâ??intA©rieur du pays et affectent les citoyens palestiniens dA??IsraA©l et, de plus en plus, les [dissidents juifs israA©liens](#) qui refusent de se conformer A la politique de

lâ??Ã?tat.

Il ne sâ??agit pas dâ??un changement soudain, mais plutÃ´t dâ??un processus cumulatif. Au fil des dÃ©cennies, le rÃ©gime dâ??occupation a dÃ©veloppÃ© des technologies de contrÃ´le, de surveillance et de classification pour soumettre les Palestiniens. Ces technologies se sont progressivement transformÃ©es en instruments de gouvernance au sein de la sociÃ©tÃ© civile israÃ©lienne

Le mÃ©canisme de ciblage des ennemis en est un Ã©lÃ©ment central. Il ne sâ??agit pas seulement dâ??une pratique de contrÃ´le militaire, mais dâ??un outil politique gÃ©nÃ©ral qui redÃ©finit les limites de la lÃ©gitimitÃ©. Ã cet Ã©gard, les deux rÃ©centes attaques contre la libertÃ© dâ??expression sur les campus universitaires israÃ©liens ne sont donc pas des exceptions ; elles sâ??inscrivent dans la continuitÃ© logique de schÃ©mas Ã©tablis de longue date.

Le 6 novembre, Alec Yefremov, qui enseigne lâ??Ã©ducation civique dans un lycÃ©e de Tel Aviv, a assistÃ© Ã© la cÃ©rÃ©monie de remise de diplÃ´me de sa sÅur Ã© lâ??UniversitÃ© hÃ©braÃ¯que de JÃ©rusalem. Le ministre de la SÃ©curitÃ© nationale, Itamar Ben Gvir, Ã©tait Ã©galement prÃ©sent pour cÃ©lÃ©brer le diplÃ´me de son Ã©pouse.

Lorsque Yefremov a aperÃ§u le chef du parti Otzma Yehudit (Force juive), il lui a criÃ© quâ??il Ã©tait raciste, [kahaniste](#) et [un adorateur de Baruch Goldstein](#), qui a abattu 29 Palestiniens dans la mosquÃ©e dâ??Ibrahim Ã© HÃ©bron en 1994.

Yefremov a Ã©tÃ© expulsÃ© de la cÃ©rÃ©monie par les agents de sÃ©curitÃ© de lâ??universitÃ© avant dâ??Ãªtre menottÃ© par la police et emmenÃ© pour Ãªtre interrogÃ© pour Ã©« insulte Ã© un fonctionnaire Ã©» et Ã©« trouble Ã© lâ??ordre public Ã©». Il a Ã©tÃ© fouillÃ© Ã© nu au poste de police, puis relÃ¢chÃ© avec une interdiction de 15 jours de se rendre sur le campus universitaire.

Lâ??universitÃ© hÃ©braÃ¯que a publiÃ© une dÃ©claration condamnant lâ??arrestation de Yefremov, et la police israÃ©lienne, sous la pression des politiciens de lâ??opposition, a lancÃ© une [enquête interne](#) sur lâ??arrestation et la fouille Ã© nu. (De telles enquÃªtes nâ??aboutissent gÃ©nÃ©ralement pas.)

Une semaine plus tard, Almog Cohen, vice-ministre au cabinet du Premier ministre israÃ©lien, a [fait irruption dans une confÃ©rence](#) Ã© lâ??universitÃ© Ben-Gourion du NÃ©guev, dans la ville mÃ©ridionale de Beer-Sheva. Fort de son immunitÃ© et de son sentiment de propriÃ©taire des lieux, Cohen, accompagnÃ© de militants du mouvement dâ??extrÃªme droite Im Tirtzu qui lâ??ont filmÃ© et ont mis la vidÃ©o en ligne, est venu perturber une confÃ©rence sur lâ??informatique donnÃ©e par Sebastian Ben Daniel, critique rÃ©gulier de la politique israÃ©lienne (et [contributeur de longue date](#) Ã© +972 sous le pseudonyme de John Brown).

Ã©« Je me suis rendu ce matin Ã© lâ??universitÃ© Ben-Gourion en raison des propos antisÃ©mites tenus par le professeur Sebastian Ben Daniel, qui a qualifiÃ© les soldats hÃ©roÃ¯ques de lâ??armÃ©e israÃ©lienne de â??meurtriers dâ??enfants, criminels de guerre et nÃ©onazisâ?», a dÃ©clarÃ© Cohen dans un communiquÃ© publiÃ© ultÃ©rieurement. Ã©« Je ne tolÃ©rerai pas quâ??une personne rÃ©munÃ©rÃ©e par des fonds publics sâ??exprime de cette maniÃ¨re alors que bon nombre de ses Ã©tudiants, quâ??ils soient de droite ou de gauche, sont eux-mÃªmes rÃ©servistes. Ã©»

Lâ??universitÃ© a portÃ© plainte contre Cohen auprÃ©s de la police et a dÃ©clarÃ© dans un communiquÃ© : Â« Nos campus doivent rester des lieux sÃ©rs pour les Ã©tudes, lâ??enseignement, la recherche et lâ??Ã©change dâ??idÃ©es, [et Ã©tre] des lieux oÃ¹ les Ã©tudiants peuvent apprendre et Ã©tre Ã©duquÃ©s, oÃ¹ les professeurs peuvent enseigner et oÃ¹ les chercheurs peuvent mener leurs recherches sans craindre de violences physiques ou verbales. Â»

Sans Ã©tre en rien identiques, ces deux incidents sont lâ??expression dâ??un mÃ©me phÃ©nomÃ©ne. Ils illustrent lâ??Ã©rosion de la frontiÃ©re entre autoritÃ© lÃ©gitime et pouvoir brut, mÃ©me Ã© lâ??intÃ©rieur de la Ligne verte, et mÃ©me Ã© lâ??encontre des Juifs.

Lâ??autoritÃ© mise Ã© nue

Dans un [article universitaire](#) que jâ??ai Ã©crit il y a dix ans, intitulÃ© Â« On the Objective Enemy and the Political Void Â» (Sur lâ??ennemi objectif et le vide politique), jâ??ai montrÃ© comment fonctionne en IsraÃ©l le mÃ©canisme de dÃ©nonciation selon lequel une menace est dÃ©finie non pas sur la base dâ??une action ou dâ??une preuve, mais simplement en la qualifiant comme telle. Une allusion, un mot, une [story Instagram](#), voire parfois [le silence](#) suffisent pour classer quelquâ??un dans la catÃ©gorie des Â« ennemis Â», uniquement sur la base dâ??images, de perceptions et des Ã©motions quâ??ils suscitent, sans quâ??il soit nÃ©cessaire dâ??apporter des preuves.

Câ??est depuis longtemps une rÃ©alitÃ© dans les territoires occupÃ©s : les Palestiniens sont considÃ©rÃ©s comme naturellement suspectÃ©s, et la loi est Ã©laborÃ©e en consÃ©quence. Mais dÃ©s lors que le marquage de lâ??ennemi devient un outil central de gouvernance, il cherche sans cesse de nouvelles cibles.

Ces derniÃ©res annÃ©es, les citoyens palestiniens dâ??IsraÃ©l ont Ã©tÃ© progressivement [intÃ©grÃ©s Ã© cette dÃ©finition](#), faisant lâ??objet de [poursuites judiciaires pour des publications sur les rÃ©seaux sociaux](#), de restrictions Ã© la libertÃ© dâ??expression et dâ??interrogatoires policiers pour des dÃ©clarations publiques. Aujourdâ??hui, les opposants juifs au rÃ©gime, notamment les enseignants critiques et les Ã©tudiants politiquement actifs, sont victimes du mÃ©me mÃ©canisme.

Cette situation peut Ã©galement Ã©tre comprise Ã© travers ce que le politologue juif allemand Ernst Fraenkel a appelÃ© le concept dâ??Â« Ã©tat double Â», une situation dans laquelle lâ??Ã©tat fait fonctionner deux systÃ©mes simultanÃ©ment : un systÃ©me normatif qui sâ??exprime Ã© travers les lois, les procÃ©dures et les rÃ©glementations, et parallÃ©lement Ã© celui-ci, un systÃ©me de prÃ©rogatives, qui agit avec une autoritÃ© absolue au nom de la Â« sÃ©curitÃ© Â», de Â« lâ??intÃ©rÃ©t national Â» ou de Â« lâ??ordre public Â».

Lâ??arrestation de Yefremov et lâ??interruption de la confÃ©rence de Ben Daniel sont des allÃ©gories qui illustrent ce mÃ©canisme : si la premiÃ©re est dissimulÃ©e sous une faÃ§ade de lÃ©galitÃ© et de procÃ©dure administrative, la seconde expose la force brute, immÃ©diate et disproportionnÃ©e du rÃ©gime.

Le monde universitaire est censÃ© Ã©tre protÃ©gÃ© par le principe de la libertÃ© de la recherche intellectuelle, qui a dÃ©jÃ© Ã©tÃ© gravement Ã©rodÃ©, mais le bras impÃ©rieux du pouvoir politique y pÃ©nÃ©tre sans entrave. Le modÃ©le utilisÃ© depuis longtemps dans les territoires occupÃ©s â?? la loi martiale parallÃ©lement au droit civil, le pouvoir sans limite adossÃ© aux institutions officielles â?? se propagent Ã© lâ??intÃ©rieur du pays presque sans rÃ©sistance. Et lorsque les deux systÃ©mes

fonctionnent en tandem, la distinction entre Â« lâ??gal Â» et Â« permis Â» sâ??effondre.

Lorsque le contrÃ?le, la surveillance et la rhÃ©torique de Â« lâ??ennemi intÃ©rieur Â» deviennent des outils de gestion civile, il nâ??y a plus de limite : lâ??ennemi extÃ©rieur dâ??hier devient lâ??ennemi intÃ©rieur de demain. Une fois cette logique intÃ©riorisÃ©e par la police, les politiciens et les [membres des institutions universitaires eux-mÃªmes](#), ce Â« quoi nous assistons sur les campus nâ??est pas une Â« escalade Â», mais une dÃ©monstration directe du fonctionnement du systÃ©me.

Quand lâ??ordre est le problÃ©me

Les rÃ©actions Ã ces deux incidents sâ??expriment dans le mÃªme langage codÃ©. La [dÃ©claration](#) de lâ??Association des recteurs dâ??universitÃ©, qui a condamnÃ© lâ??intrusion de Cohen dans lâ??amphithÃ©Ã¢tre de lâ??universitÃ© Ben-Gourion et appelÃ© Ã prÃ©server la sÃ©curitÃ© des espaces dâ??apprentissage, a pu sembler sÃ©vÃ©re, mais elle a Ã©ludÃ© la question du mÃ©canisme qui produit la violence.

La dÃ©claration invoque la Â« tolÃ©rance zÃ©ro pour le dÃ©sordre Â», comme si le problÃ©me rÃ©sidait dans un comportement indisciplinÃ© plutÃ?t que dans un rÃ©gime politique exerÃ§ant un pouvoir illimitÃ© sur les espaces de connaissance. Elle enjoint le gouvernement Ã condamner cet acte, comme si ce nâ??Ã©tait pas ce mÃªme gouvernement qui considÃ©rait les enseignants comme des ennemis et permettait lâ??intrusion du pouvoir exÃ©cutif dans la sphÃ©re universitaire. Ainsi, la capacitÃ© des institutions Ã fixer des limites est Ã©rodÃ©e : elles adoptent le langage du rÃ©gime plutÃ?t que de le remettre en question.

La [rÃ©ponse](#) des anciens prÃ©sidents dâ??universitÃ© et des laurÃ©ats du prix Nobel est plus incisive et plus prÃ©cise, mais elle demeure confinÃ©e dans un paradigme libÃ©ral qui appelle les institutions affaiblies Ã se dÃ©fendre. Elle exprime une profonde prÃ©occupation pour la libertÃ© dâ??expression et la rÃ©silience civique, mais ne reconnaÃ¢t pas que le systÃ©me normatif lui-mÃªme ne peut plus contenir la portÃ©e du pouvoir exÃ©cutif. Elle appelle Ã©galement Ã un Â« rÃ©tablissement de lâ??ordre Â», une demande futile lorsquâ??une institution doit se dÃ©fendre contre une force politique qui dÃ©tient le mÃ©canisme de dÃ©signation des ennemis. Lâ??ordre lui-mÃªme est le problÃ©me.

Ce qui sâ??est donc dÃ©roulÃ© sur les campus israÃ©liens nâ??est pas simplement une Â« atteinte Ã la libertÃ© acadÃ©mique Â», mais la mise Ã nu de ce mÃ©canisme. La police nâ??a pas dÃ©viÃ© de sa ligne de conduite en utilisant une force disproportionnÃ©e contre Yefremov ; elle a agi selon un modÃ©le Ã©prouvÃ© depuis longtemps sur les Palestiniens. Cohen nâ??a pas fait irruption dans un amphithÃ©Ã¢tre parce quâ??il Ã©tait Â« incontrÃ©lable Â» ; il lâ??a fait parce que le rÃ©gime israÃ©lien lui a fait comprendre que la sphÃ©re universitaire nâ??Ã©tait plus protÃ©gÃ©e.

Lorsque le monde universitaire lui-mÃªme adopte le langage de lâ??ordre, de la sÃ©curitÃ© et du patriotisme, il ne peut plus articuler une opposition efficace au pouvoir de lâ??Ã©tat et cÃ©de au contraire son autoritÃ© et sa lÃ©gitimitÃ© Ã lâ??Ã©tat. Et il est inutile de demander au rÃ©gime de cesser de nous considÃ©rer comme des ennemis, car un mÃ©canisme qui produit des ennemis a besoin dâ??eux pour justifier son existence.

La seule rÃ©ponse possible est politique : ramener au centre les discours sur le pouvoir, le contrÃ?le, la race et le rÃ©gime ; reconstruire des espaces de connaissance et de communautÃ© indÃ©pendants

de l'??autorisation de l'???tat ; d'annoncer le m'canisme de d'signation de l'ennemi ; et former des partenariats jud'o-palestiniens qui d'mant'lent les conditions m'ames n'cessaires au fonctionnement de ce m'canisme.

Une version de cet article a t' publi'e pour la premi'`re fois en h'breu sur Local Call, disponible [ici](#).

Yael Berda est professeure agr'g'e de sociologie et d'anthropologie ` l'Universit' h'bra'que et membre de la Middle East Initiative de la Harvard Kennedy School. Elle est l'auteure de Colonial Bureaucracy and Contemporary Citizenship, The Bureaucracy of the Occupation, et Living Emergency: Israel's Permit Regime in the Occupied West Bank.

Traduction : JC pour l'Agence M'dia Palestine
Source : [+972 Magazine](#)

date cr'ce
2025/12/02